

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 26/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMDC LOGISTIQUE

ZI Ecopole BP 112
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D00784-2023 LRAR N° 1A 200 983 4508 1
Code AIOT : 0006405517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement SMDC LOGISTIQUE implanté ZI Ecopole BP 112 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMDC LOGISTIQUE
- ZI Ecopole BP 112 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006405517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMDC Logistique est autorisée, par arrêté préfectoral n° 164-2005 A du 23 août 2006, à exploiter une plateforme logistique composée de 2 entrepôts couverts nommés SMC3 et SMC4 situés à Saint-Martin-de-Crau, dans la zone industrielle Ecopôle. La société SMDC Logistique SAS a succédé à la société LOGIPREST. La déclaration de changement d'exploitant date du 01 juillet 2011. L'établissement est soumis au régime ICPE de l'autorisation pour la rubrique 1510 (entrepôts couverts de stockage de matières ou produits combustibles).

Le bâtiment SMC3 est composé de 7 cellules de 5 760 m² et est dédié aux activités d'entreposage de l'enseigne BRICO DEPOT.

Le bâtiment SMC4 est composé de 5 cellules de 5 760 m² et est dédié aux activités d'entreposage de l'enseigne BRICO DEPOT pour 4 cellules et LAVAZZA pour 1 cellule.

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne stockait pas de matières ou produits dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 entrepôt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet , conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet , conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
12	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
13	Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
14	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1	Sans objet
15	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'AN 2023 entrepôts.

L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses.

Globalement, l'exploitant respecte les prescriptions contrôlées. Certains constats établis font état de points de contrôle pour lesquels un écart à la prescription réglementaire contrôlée a été constaté et pour lesquels des éléments de réponses et des justificatifs sont demandés sous un mois.

Ils concernent :

- l'état des matières stockées qui n'est pas complet ;
- l'absence de démonstration, pour la détection incendie ;
- le système qui permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage ;
- la pertinence du dimensionnement retenu ;
- l'absence d'exercices de défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) datant du 14/10/2005 et déposé par la société LOGIPREST ;- L'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/08/2006 au nom de la société LOGIPREST ;- La déclaration de changement d'exploitant en date du 01/07/2011 au profit de la société SMDC Logistique SAS ;- Le récépissé de changement d'exploitant délivré par la Préfecture le 01/02/2013 ;- Le courrier de SMDC Logistique du 30/12/2021 accompagné de l'actualisation du classement ICPE du site ;- L'arrêté préfectoral complémentaire du 06/10/2023 au nom de la société SMDC Logistique. <p>La déclaration et le récépissé de changement d'exploitant ont été transmis par mail après l'inspection.</p> <p>L'assureur de l'exploitant est la compagnie ZURICH. Le dernier rapport de visite date du 20/09/2019. L'exploitant a mis en place un plan d'actions afin de répondre aux recommandations émises par son assureur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'exploitant a transmis son bilan de classement par courrier daté du 30/12/2021. Les modifications ont été actées par APC (daté du 06/10/2023). Concernant les rubriques de stockage : <ul style="list-style-type: none">- Le site reste soumis à autorisation pour la rubrique 1510 (volume des 2 entrepôts : 946 944 m³) ;- Les stockages de cartons (rubrique 1530), bois (rubrique 1532), polymères (rubrique 2662) et plastiques (rubrique 2663) qui se trouvent à l'intérieur des bâtiments ont été inclus dans la 1510 ;- Par contre, les stockages extérieurs de cartons, bois et plastiques restent classés respectivement 1530, 1532 et 2663.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté ses 2 états des stocks :</p> <ul style="list-style-type: none">- un pour les cellules occupées par BRICO DEPOT- un pour la cellule occupée par LAVAZZA. <p>L'état des stocks des cellules BRICO DEPOT datait du vendredi 17/11/23 car le système informatique de l'exploitant était en cours de migration. À terme, l'exploitant a assuré que la présentation de l'état des stocks serait sensiblement la même.</p> <p>Concernant l'état des stocks BRICO DEPOT présenté :</p> <p>Il s'agit d'un tableau Excel avec plusieurs onglets. Le premier onglet recense, à la date de l'extraction, les marchandises stockées dans l'entrepôt et pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none">- la localisation par bâtiment et par cellule ;- la catégorie (outillage, matériel d'électricité, menuiserie, quincaillerie, cuisine, etc.) ;- le pourcentage d'occupation dans la cellule. <p>L'onglet synthèse regroupe les matières combustibles par catégorie et rappelle à l'exploitant les quantités maximales à ne pas dépasser afin de respecter les seuils définis dans son arrêté.</p> <p>Les matières combustibles recensées étaient toutes non dangereuses (sans mention de danger). Il n'y avait pas d'aérosols le jour de l'inspection. Toutefois, l'exploitant stocke des outillages avec des batteries Li-ion qui ne sont pas mentionnés dans l'état des stocks.</p> <p>Concernant l'état des stocks LAVAZZA présenté :</p> <p>Il s'agit d'un tableau Excel faisant apparaître les tonnages de matières stockées mais pas le numéro de la cellule.</p> <p>De manière générale, les 2 états des stocks présentés recensent les marchandises reçues et stockées dans les racks ou en masse. Les autres matières combustibles (palettes bois, bennes déchets, consommables, etc.) n'y figurent pas.</p>

Les états des stocks ont été réalisés pour la visite d'inspection, mais ils ne sont pas réalisés de manière régulière et a minima à une fréquence hebdomadaire. Le personnel d'astreinte et le gardien n'ont pas été formés. En cas d'urgence et en dehors des heures ouvrées, personne n'est en mesure de sortir les états des stocks.

Les données de l'ERP sont sauvegardées tous les soirs sur des serveurs extérieurs au site.

Le plan de l'entrepôt n'est pas joint aux états des stocks.

Pour les inventaires physiques, l'exploitant a indiqué que :

- des inventaires tournants étaient réalisés régulièrement dans les cellules BRICO DEPOT, chaque emplacement est ainsi inventorié 2 à 3 fois par an ;
- des inventaires hebdomadaires étaient réalisés pour la cellule LAVAZZA, conformément à la demande du client.

Le plan d'opération interne (POI) dans sa version v3 du 07/11/2023 présenté le jour de l'inspection n'intégrait pas l'état des stocks. Suite à l'inspection, l'exploitant a mis à jour son POI en faisant référence à l'état des stocks et l'a transmis à l'inspection.

L'exploitant prévoit notamment que :

- l'état des stocks soit actualisé tous les vendredis par son personnel puis transmis par mail au gardien afin d'être transmis rapidement en cas de besoin aux services de secours ;
- les outillages contenant des batteries Li-ion soient mentionnés spécifiquement dans l'état des stocks.

L'exploitant doit compléter son état des stocks, sous un mois, en :

- **faisant apparaître les tonnages sur l'état des stocks des cellules BRICO DEPOT et le numéro de cellule dans l'état des stocks de la cellule LAVAZZA ;**
- **en faisant figurer spécifiquement les outillages contenant des batteries Li-ion ;**
- **recensant toutes les matières combustibles stockées, y compris les palettes bois, les bennes à déchets, les consommables, etc. ;**
- **le mettant à jour a minima de manière hebdomadaire ;**
- **l'accompagnant d'un plan général des zones de stockage.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : L'état des stocks présenté permet de connaître, pour chaque cellule, les quantités de marchandises stockées pour BRICO DEPOT et LAVAZZA. Mais les produits comportant des risques spécifiques en cas d'incendie (exemple les batteries Li-ion) ne sont pas mentionnés et les autres matières combustibles (palettes, consommables, etc.) ne sont pas référencées (cf. point de contrôle précédent). En cas d'urgence et en dehors des heures ouvrées, personne n'est en mesure de sortir les états des stocks qui ne sont pas réalisés de manière régulière (cf. point de contrôle précédent). L'exploitant doit mettre en place un système permettant l'obtention de l'état des stocks à tout moment et, en cas de besoin, sa transmission au préfet, aux services d'incendie et de secours, à l'inspection des installations classées et aux autorités sanitaires. L'exploitant doit compléter son état des stocks, sous un mois, en : - regroupant les produits, matières, déchets par grandes familles de risques ; - le tenant, en cas de besoin, à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2.répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant a présenté deux états des stocks sous format synthétique (1 pour BRICO DEPOT et 1 pour LAVAZZA). Tout comme pour les états des stocks détaillés, il manque la mention des outillages contenant des batteries Li-ion, le recensement des matières combustibles de type palettes bois, bennes à déchets, consommables, etc. L'exploitant doit compléter, sous un mois, ses états des stocks synthétiques en faisant apparaître les matériels contenant des batteries Li-ion et toutes les matières combustibles, y compris les palettes bois, les bennes à déchets, les consommables, etc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant ne stockait pas de produit dangereux (pas d'aérosol ni de produits dangereux pour l'environnement ni de bouteilles de gaz).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
Constats : Toutes les cellules sont sprinklées dans les 2 bâtiments. Dans les cellules BRICO DEPOT : stockage en racks principalement et stockage en masse. Le stockage en racks se fait jusqu'à environ 10m de hauteur et les allées font 2 mètres minimum de largeur. Les îlots des stockages en masse n'ont pas été contrôlés. Dans la cellule LAVAZZA : stockage en masse uniquement. L'exploitant stocke des big bag sur 4 voire 5 niveaux, il ne dépasse pas 8 m de hauteur. La largeur des allées entre îlots est de 2 m minimum. Il n'y a pas de stockage de matières dangereuses. Il n'y a pas de mezzanine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Il n'y a pas de stockage de liquide inflammable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de là ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Toutes les cellules sont équipées d'une détection linéaire par faisceau laser reliée au SSI (Système de Sécurité Incendie). La présence de cette détection a été constatée dans plusieurs cellules lors de la visite des bâtiments. Les salles de charge et les bureaux sont équipés d'une détection optique de fumées. La centrale SSI pilote l'asservissement des portes coupe-feu (leur fermeture) en cas de déclenchement de l'alarme incendie. L'exploitant a présenté un plan des linéaires (6 linéaires par cellule) mais il n'a pas été en mesure de démontrer : <ul style="list-style-type: none">- que son système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage ;- la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. L'exploitant doit présenter à l'inspection, sous un mois, la démonstration : <ul style="list-style-type: none">- que son système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage ;- de la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours). <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie sont les suivants :

- 10 poteaux incendie (PI) internes alimentés par deux bassins de 4 000 m³ gérés par la communauté de communes. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs d'entretien des bassins.

Les derniers tests de débits ont été réalisés le 19/04/2023. Le rapport conclut 100 % de conformité. Les résultats mettent en évidence un débit sur 3 poteaux en simultané de 708 m³/h.

- 1 cuve aérienne de 540 m³ à côté du bâtiment 4. Cette cuve sert de réserve « pompiers ». Elle permet de compléter le débit de 708 m³/h en fournissant, en supplément, 90 m³/h pendant 6 h. Le débit total disponible sur le site s'élève donc à 798 m³/h pendant 6 h. L'exploitant respecte son arrêté préfectoral du 23/08/2006 qui lui impose de disposer de minimum 720 m³/h pendant 6 h.

- 2 cuves aériennes pour le sprinklage de 584 m³ chacune ;

- des extincteurs et des RIA répartis sur le site. Lors de la visite des bâtiments, il a été vérifié la présence des 9 RIA et des 28 extincteurs dans la cellule G comme mentionné sur le plan d'intervention.

Les cellules sont sprinklées avec le système ESFR.

L'exploitant a présenté :

- le certificat de conformité N1 de juillet 2008 ;

- le rapport de vérification Q1 (visite semestrielle) du 21/08/23 rédigé par AAI. AAI mentionne le fait que l'un des deux groupes motopompe est à l'arrêt. L'exploitant a indiqué que la commande avait été passée et que le moteur serait remplacé prochainement (cette panne est prise en charge par le prestataire qui en est à l'origine).

L'exploitant réalise des exercices d'évacuation 2 fois par an et par bâtiment, mais il ne réalise pas des exercices de défense contre l'incendie. L'inspection a rappelé à l'exploitant que les exercices d'évacuation ne sont pas des exercices de défense contre l'incendie. Des scénarios spécifiques et propres aux risques présents sur le site doivent être définis et joués dans le cadre des exercices de défense incendie.

Les encadrants sont formés et habilités EPI (Équipier de Première Intervention). Le personnel d'astreinte l'est aussi. Les attestations de formation à jour n'ont pas été vérifiées le jour de l'inspection.

Pour le personnel des entreprises extérieures, des plans de prévention sont rédigés afin de les informer des risques présents dans l'entrepôt et des consignes à tenir en cas de déclenchement de l'alarme. Un permis de travail est remis à tous les prestataires avant de rentrer dans l'entrepôt.

Au vu de ces constats, il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :

- transmettre les justificatifs d'entretien des bassins de la commune servant à alimenter les PI ;

- réaliser un exercice de défense contre l'incendie (pour mémoire, ces exercices seront à réaliser à minima tous les deux ans, conformément à l'arrêté préfectoral du 23/08/2006).

Observations :

L'exploitant transmettra à l'Inspection le justificatif de remplacement du moteur du groupe motopompe lorsque les réparations auront été faites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
Constats : <p>L'exploitant a réalisé ce calcul dans son DDAE de 2005. Le calcul D9 donne un débit compris entre 480 m³/h et 600 m³/h en cas de simple télésurveillance. Le débit a ensuite été révisé avec le SDIS à 660 m³/h pendant 6h. L'arrêté préfectoral du 23/08/2006 impose à l'exploitant de disposer de minimum 720 m³/h pendant 6h en toutes circonstances.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; – s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son POI-PDI mis à jour en novembre 2023.</p> <p>La visite d'inspection n'avait pas pour objectif d'instruire ce document mais globalement, il a été constaté qu'il comportait les principaux éléments attendus (alerte, conduite à tenir en cas de sinistre, annuaire, moyens de lutte contre l'incendie, organisation des secours, protocole des prélèvements dans l'environnement, remise en état et nettoyage de l'environnement après un</p>

incendie, etc.).
Observations : Il a été constaté que le numéro de téléphone de la DREAL en cas d'urgence n'était pas le bon. L'établissement est à présent suivi par l'UD84 et non plus l'UD13. L'exploitant pourra également ajouter le contact de l'astreinte risques de la DREAL PACA (Tél : 06.26.57.63.19 / Mail : msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr) en cas d'événement le week-end et/ou hors heures ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.
<p>Constats :</p> <p>Dans son POI, l'exploitant a intégré :</p> <ul style="list-style-type: none">- un protocole pour les premiers prélèvements à mener dans l'environnement en cas d'accident. La prestation est réalisée par un bureau d'études. Le protocole précise les substances à rechercher, les moyens et méthodes de prélèvement par substance et par milieu, le logigramme d'intervention avec le numéro d'astreinte à contacter ;- la description des actions qu'il mettra en œuvre pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après l'incendie d'une cellule de stockage, tout en précisant que « l'exploitant se conformera en tout point aux mesures de gestion qui lui seront imposées par le Préfet après un éventuel accident ». <p>L'exploitant peut assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures, car il dispose de 798 m³/h pendant 6 h (cf. constats précédents).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : EDD intègre les produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les inconvénients
Prescription contrôlée : 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : Il a été rappelé à l'exploitant qu'en cas de mise à jour de son EDD, cette prescription sur les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie lui sera applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'étude des flux thermiques réalisée pour le compte de l'exploitant date de septembre 2023. Des hypothèses majorantes ont été retenues, à savoir la palette type 2662 et des stockages en rack uniquement. Les résultats de cette étude montre que, pour les deux bâtiments SMC3 & SMC4, les flux de 8 kW/m ² sont maintenus dans les limites du site.
Type de suites proposées : Sans suite